

Le vote des classes moyennes : à la recherche d'un ancrage politique durable

Elisabeth Dupoirier

► **To cite this version:**

Elisabeth Dupoirier. Le vote des classes moyennes : à la recherche d'un ancrage politique durable. 2012. <hal-01064478>

HAL Id: hal-01064478

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01064478>

Submitted on 16 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les électorats sociologiques

Le vote des classes moyennes : À la recherche d'un ancrage politique durable

N°7
Janvier 2012

Élisabeth Dupoirier
Chercheure associée

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques



N°7
Janvier 2012

Élisabeth Dupoirier
Chercheuse associée

Le vote des classes moyennes : À la recherche d'un ancrage politique durable

Les classes moyennes forment une catégorie sociale courtisée par la gauche comme par la droite à l'occasion de chaque échéance électorale. Elles sont en effet réputées constituer « la variable d'ajustement » nécessaire à toute majorité sortie des urnes. Sous la V^e République, leur histoire s'est un temps confondue avec celle de la gauche et tout particulièrement celle du PS qu'elles ont largement contribué à porter au pouvoir en 1981. Depuis lors, la composition des classes moyennes a évolué avec les mouvements de fonds de la société française. Et les inclinations politiques dominantes des électeurs des classes moyennes ont fluctué, contribuant aux alternances politiques et aux périodes de cohabitations.

1/ Qui sont « les classes moyennes » ?

Dans la définition actuelle qu'en propose l'INSEE, les classes moyennes regroupent les membres des « professions intermédiaires », massivement dominées par le salariat. Ainsi définies, elles « pèsent » pour environ 20% dans le corps électoral d'aujourd'hui. En termes de qualifications professionnelles, de revenus, de diplômes et de précarité face à la crise et ses effets sociaux, elles présentent des caractéristiques qui les distinguent des catégories populaires – constituées des groupes employés et ouvriers – ainsi que des cadres et professions intellectuelles qui forment la catégorie supérieure du salariat. Dans cette représentation ternaire de la France salariée, les classes moyennes forment certainement une catégorie aussi hétérogène dans sa composition socioprofessionnelle que les deux autres précitées, ce qui justifie sa dénomination plurielle de « classes moyennes ». Mais ce qui fonde l'identité sociale du groupe est le sentiment massif de ses électeurs d'appartenir à « une classe sociale » (64% en 2007 selon les enquêtes électorales du CEVIPOF), six sur dix se reconnaissant d'eux-mêmes comme appartenant

aux « classes moyennes » de préférence à tout autre groupe de référence (62%, soit 10 points de plus que la moyenne des Français) selon une enquête Fondapol 2010¹.

2/ Les classes moyennes et la politique

Les classes moyennes font partie de longue date des groupes sociaux les plus intéressés par la politique, proches en cela des catégories supérieures plutôt que des catégories populaires. Les enquêtes conduites par le CEVIPOF en décembre 2011 indiquent que sept électeurs des classes moyennes sur dix sont intéressés par la politique et huit sur dix se déclarent « certains » d'aller voter au premier tour de l'élection présidentielle. Mais cette politisation s'accompagne de jugements désabusés à l'égard de la politique et de ses acteurs, proches de ceux des classes populaires. En décembre 2011, la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie est minoritaire (42%) alors qu'il était encore massif il y a deux ans (60%) et seuls 14% des électeurs des classes moyennes ont encore le sentiment que les

¹ A part indications contraires, les enquêtes d'opinion citées en référence sont l'une des deux vagues du Baromètre de confiance du CEVIPOF de décembre 2009 ou décembre 2011, l'une des deux premières vagues du Panel électoral français 2012 du CEVIPOF, et l'enquête Fondapol de septembre 2010 sur les classes moyennes.

personnalités politiques en général « se préoccupent beaucoup ou assez des gens comme eux », soit une chute de 10 points en deux ans.

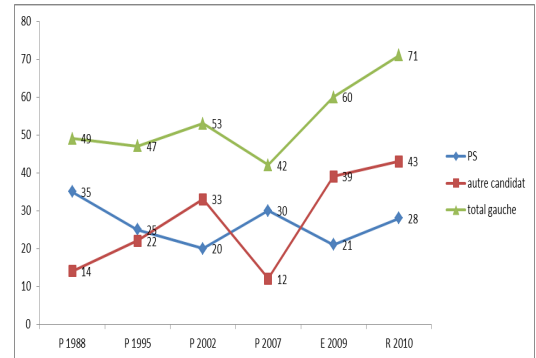
3/ Les constantes du vote des classes moyennes

Examiné avec un recul de trois décennies, le vote des classes moyennes présente plusieurs constantes que la pré-campagne présidentielle actuelle ne dément pas. La première est sa fidélité à la gauche. Elle n'a jamais été prise en défaut et constitue le premier trait fort de son identité politique. Lors des premiers tours d'élections présidentielles, l'écart gauche-droite a toujours été favorable à la gauche et lors des seconds tours, elles ont toujours fait en majorité le choix du candidat de la gauche : massivement pour François Mitterrand (59% en 1988), de justesse en 1995 en faveur de Lionel Jospin (51%) mais de nouveau généreusement en 2007 pour Ségolène Royal (54%). Certes ce vote de gauche a connu des variations importantes au sein de la catégorie, majoritaire en 2007 parmi les classes moyennes du secteur public et celles jouissant des revenus les plus modestes de la catégorie tandis qu'environ un tiers des électeurs aux revenus les plus élevés ou ceux travaillant dans le secteur privé se sont détachés de la gauche pour voter pour Nicolas Sarkozy dès le premier tour.

Au sein de la gauche, le Parti socialiste n'est plus toutefois « le parti des classes moyennes » qu'il fut durant les années Mitterrand. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le PS a connu des fluctuations de scores importantes au sein de la catégorie. Oscillant entre un score plancher de 20% en 2002 et un fort retour d'audience en 2007 (30% de « vote utile »), il est apparu successivement fragilisé par le déploiement de l'offre électorale de petits candidats de gauche en 2002 (totalisant 13% des voix hors extrême gauche) puis par la candidature « ni de gauche ni de droite » de François Bayrou en 2007. Et cette

fragilité s'est de nouveau manifestée lors des élections intermédiaires du quinquennat au bénéfice cette fois-ci d'Europe Ecologie.

Vote PS et vote de gauche des classes moyennes aux élections présidentielles et celles du quinquennat



Source : enquêtes électorales du CEVIPOF.
P=Présidentielle, E=Européennes ; R= Régionales

La seconde constance du vote des classes moyennes est leur médiocre intérêt pour les partis et candidats qui se positionnent à l'une des deux extrémités de l'échiquier politique. Depuis trente ans, le vote d'extrême gauche est resté inférieur à celui de la moyenne des Français, à l'exception de 2002 où son score de 10% (14% parmi les classes moyennes du secteur public) égalait celui de l'ensemble de l'électorat. Quant au vote en faveur du Front national, il est toujours resté nettement en-deçà de la moyenne nationale (14% au lieu de 18% en 2002 ; 8% au lieu de 11% en 2007), se différenciant ainsi nettement des catégories populaires.

Enfin, la dernière constance du vote des classes moyennes concerne son attirance pour les candidats et mouvements qui ne se déclarent « ni de gauche ni de droite ». Ce fut souvent le cas avec les candidats des mouvements écologistes. Ce fut surtout en 2007 le cas avec la candidature de François Bayrou qui trouva au sein des classes moyennes ses meilleurs soutiens : 24% au lieu de 19% de l'ensemble des électeurs.

4/ Les classes moyennes dans la pré-campagne de 2012

La mise en place du Panel électoral français 2012 du CEVIPOF permet de dégager quelques éléments du positionnement des classes moyennes par rapport au prochain rendez-vous présidentiel. En termes d'enjeux, c'est un ensemble de préoccupations de temps de crise qui sont désignées en priorité : la question du pouvoir d'achat (53%), puis celles des impôts et taxes (34%) et des retraites (34%). Elles sont en résonance avec une vision massivement pessimiste de l'évolution de la situation économique pour l'avenir (83%) et la mise en avant, parmi les critères prioritaires de choix de candidat, de sa « capacité à faire face à la crise » (51%) et ses « idées et propositions » (59%) suggérant la recherche d'« un vote d'adhésion » plutôt que d'un « vote par défaut » fondé sur le « rejet des autres candidats » (21%). Dans cette optique, fin 2011, deux candidats seulement sont majoritairement jugés « compétents » et possédant une « stature présidentielle » : Nicolas Sarkozy et François Hollande. Mis en concurrence sur leurs capacités à agir dans plusieurs domaines d'action, les avis sont également partagés en ce qui concerne leur capacité à « faire face à la crise économique et financière ». Mais deux profils de président se dessinent. Le candidat socialiste prend l'avantage lorsqu'il s'agit de « protéger les Français des conséquences de la crise » (57%) et surtout de « réduire les inégalités sociales » (80%) tandis que le président sortant l'emporte quand il s'agit de « faire face à une crise diplomatique et militaire internationale » (61%), de « prendre des décisions difficiles » (60%) et « de mieux faire fonctionner l'Europe » (52%). Pour finir, il l'emporte en termes de « stature présidentielle » (55%).

Ainsi, l'approche dominante - politique intérieure ou contexte international - qui structurera la campagne électorale aux abords de l'échéance présidentielle aura sans nul doute une influence sur le niveau de l'ancrage à gauche du vote des

classes moyennes. Comme le sera aussi la capacité du candidat socialiste à contrôler la fragmentation du vote de gauche des classes moyennes vote au profit des « petits candidats » qui pourront rester dans la course présidentielle : attention au retour du syndrome de 2002 !

Pour aller plus loin :

> DUPOIRIER (Élisabeth), « Les classes moyennes », Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral : qui vote quoi, où, comment ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 87-90. [ISBN 978-2-7246-1011-6]

http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=SCPO_PERRI_2007_01_0087

> DUPOIRIER (Élisabeth), *Le vote des classes moyennes, 2007-2010*, Paris, Fondation pour l'innovation politique (FONDAPOL), novembre 2010, 4 p.

<http://www.fondapol.org/etude/2014/>

> GOUX (Dominique) et MAURIN (Éric), *Les Nouvelles Classes moyennes*, Paris, Seuil, La République des idées, 2012, 128 p. [ISBN 978-2-02-107147-4]

> PÉLAGE (Agnès) et POUULLAOUEC (Tristan), « Le haut du panier de la France d'en bas ? : le sentiment d'appartenir à une classe sociale chez les professions intermédiaires », *Revue française des affaires sociales*, « Dimension de l'identité », 61^e année, n° 2, 2007/2, pp. 27-56. [ISSNe 2111-4358]

http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RFAS_072_0027